

## Annexe 3 aux conventions de financement

---

### Règles générales appliquées pour le financement des projets

Version 05/2022

Contacts :

Elise Avenas, directrice du GIP Seine-Aval, 02 35 98 12 36

Pascale Vincent, gestionnaire administratif et financier, 02 35 08 37 64

## SOMMAIRE

1. CALCUL DES COÛTS DU PROJET ET DU MONTANT DU FINANCEMENT ACCORDÉ PAR LE GIP SEINE-AVAL	3
1.1. Principes Généraux	3
1.1.1 Financement accordé	3
1.1.2 TVA	3
1.1.3 Calcul du coût complet du projet et dépenses éligibles	3
Coûts de personnels	4
Coûts d'équipements	4
Coûts de prestations de services externes	5
Coûts des missions	5
Coûts relevant d'une facturation interne	5
Coûts des autres dépenses externes	5
Frais de gestion	6
1.2 Versement de l'aide	6
1.2.1. Fiscalité de l'aide	6
1.2.2 Les versements	6
1.2.3. Conditions d'exécution du projet	7
Modification de la répartition des dépenses	7
Autres modifications	7
1.2.4. Conditions suspensives et de reversement du financement	7
2. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DU COCONTRACTANT	8
3. OPEN DATA, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET VALORISATION DU PROJET ET DE SES RÉSULTATS	9
3.1. Ouverture des données	9
3.4. Diffusion des résultats du Projet	10
4. COMITÉS DE SUIVI, RAPPORT FINAL ET RÉSULTATS, CRITÈRES D'ÉVALUATION	10
4.1. Comités de suivi	10
4.2. Rapport final et résultats : formats et critères d'évaluation	11
4.2.1. Formats de restitution	11
4.2.2. Critères d'évaluation	11

## 1. CALCUL DES COÛTS DU PROJET ET DU MONTANT DU FINANCEMENT ACCORDÉ PAR LE GIP SEINE-AVAL

### 1.1. Principes Généraux

Les coûts du projet sont reportés dans un tableur qui constitue l'annexe 2 des conventions de financement. Lorsqu'un projet est réalisé en collaboration entre plusieurs structures, chacun des bénéficiaires renseigne sa propre annexe financière qui sera annexée à sa propre convention.

#### 1.1.1 Financement accordé

Le financement attribué par le GIP Seine-Aval à un partenaire d'un projet représente la totalité des dépenses éligibles demandées par le bénéficiaire, validées au moment de l'acceptation du financement du projet par le GIP Seine-Aval. Un taux de financement peut être appliqué pour certaines de ces dépenses (dépenses de personnel non permanents : thèses, équipement) en fonction de l'adéquation entre l'usage de la dépense et les objectifs du programme Seine-Aval.

#### 1.1.2 TVA

Le calcul du coût complet du projet s'effectue sur la base des dépenses hors taxes (HT), augmentées le cas échéant des dépenses de TVA non récupérables.

En conséquence :

- Pour les bénéficiaires récupérant la totalité de la TVA, le montant du financement est fixé sur la base d'une demande exprimée hors taxes.
- Pour les organismes ne récupérant pas tout ou partie de la TVA, c'est-à-dire principalement les organismes publics, l'assiette doit être augmentée des dépenses de TVA non récupérable. La TVA non récupérable est payée sur les dépenses donnant lieu à une facture : investissement, prestations externes, petits matériels, etc...

Le taux de TVA non récupérable est spécifique à chaque partenaire et réactualisé chaque année.

Pour rappel, le montant de financement accordé par le GIP Seine-Aval s'entend TTC.

Aucun complément relatif à la TVA ne sera accordé par le GIP Seine-Aval à la suite du dépôt de l'offre.

Cette information doit être validée par les services administratifs et financiers. Une attestation fiscale définissant le régime de TVA de l'organisme doit être jointe à la demande de financement.

#### 1.1.3 Calcul du coût complet du projet et dépenses éligibles

Le coût du projet recense l'ensemble des coûts contribuant à la réalisation du projet. Les différents postes de dépenses sont :

- Les coûts de personnels,
- Les coûts des équipements,
- Les coûts des prestations de services externes,
- Les coûts des missions,
- Les coûts des autres dépenses externes (par exemple petits matériels, consommables...),
- Les coûts relevant d'une facturation interne,
- Les frais de gestion.

### *Coûts de personnels*

Les coûts de personnels sont les coûts de revient (aussi appelés coût total employeur) pour le partenaire, des personnels scientifiques et techniques participant directement à la réalisation du projet.

On distingue trois catégories de coûts de personnels :

- **Les coûts de personnels permanents**

Le GIP Seine-Aval distingue deux cas de figure :

- Le cas général pour lequel les coûts de personnels permanents ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de financement par le GIP Seine-Aval mais doivent être chiffrés et entrer dans la détermination du coût complet du projet.

Le pourcentage de temps de travail des enseignants chercheurs repose sur le temps de recherche. Pour le calcul du coût complet, le coût relatif au salaire du chercheur concerné ne pourra dépasser 50 % de son temps de travail sur la totalité du projet.

- Les cas particuliers pour les bénéficiaires de type associations, bureaux d'étude, experts indépendants...pour lesquels les coûts de personnels permanents peuvent être pris en charge par le financement accordé par le GIP Seine-Aval, pour tout ou partie (application possible d'un taux de financement), au cas par cas, en fonction des sources de financement du bénéficiaire et en s'assurant qu'il n'y ait pas de doublons au niveau des financements publics.

- **Les coûts de personnels non permanents**

Les dépenses éligibles sont celles concernant les personnels recrutés spécifiquement pour la réalisation du projet (chercheur post-doctoral, doctorant, CDD), pour lesquels un financement total ou partiel est demandé au GIP.

Des allocations doctorales peuvent être financées. Le taux de financement appliqué sur ces allocations est déterminé en fonction de la qualité du projet proposé et de la pertinence par rapport à la question posée.

- **Les indemnités de stage**

Seuls les personnels en prise directe avec la recherche et les activités proposées dans le projet peuvent être déclarés dans les propositions de budget.

Les coûts à prendre en compte sont les coûts salariaux non environnés, c'est-à-dire composés exclusivement:

- Du salaire brut,
- Des éventuelles primes versées au salarié, notamment congés payés et primes de précarité,
- Des charges patronales, y compris la taxe sur les salaires,
- Les cotisations Pôle Emploi, assises sur les rémunérations versées aux personnes recrutées sur contrat temporaire, lorsque l'organisme employeur adhère au régime général d'assurance chômage.

### *Coûts d'équipements*

Dans le cadre d'un projet, sont considérés comme des dépenses d'équipement tous les achats externes de matériels de valeur unitaire supérieure à 2 000 € HT. Ces dépenses sont éligibles, uniquement si elles sont indispensables à la réalisation du projet. Un taux de financement peut être appliqué en fonction des autres utilisations qui pourraient en être faites, en dehors de son usage strictement appliqué au projet. Les dépenses d'équipement ne pourront intervenir que dans les 12 mois précédant la date de fin de prise en compte des dépenses.

La classification d'une dépense comme « dépense d'équipement » par le GIP Seine-Aval est sans effet sur l'imputation de cette dépense dans la comptabilité du bénéficiaire.

### *Coûts de prestations de services externes*

Les prestations de services sont des travaux exécutés pour la réalisation du projet par des tiers extérieurs au projet. Le coût de ces prestations figure de façon individualisée parmi les dépenses de fonctionnement et doit rester inférieur ou égal à 50 % du coût complet du projet, sauf dérogation accordée par la direction du GIP Seine-Aval sur demande motivée du cocontractant.

Le GIP Seine-Aval ne contracte aucun engagement à l'égard des prestataires qui, en conséquence, ne sont pas fondés à le solliciter en cas de défaillance du bénéficiaire du financement du GIP Seine-Aval à leur égard. Les prestations sont réalisées pour le compte et sous le contrôle du seul bénéficiaire qui doit régler les prestations dans leur totalité au fur et à mesure de leur réalisation et sans subordonner ce règlement au versement du financement par le GIP Seine-Aval.

### *Coûts des missions*

Il s'agit des frais de déplacement des personnels permanents ou non permanents affectés au projet. Ces déplacements doivent être en lien avec le projet.

Les coûts des missions relatives à des participations à des colloques nationaux dans lesquels sont présentés les résultats scientifiques du projet peuvent être financés par le GIP Seine-Aval à hauteur d'un colloque national par an sur la durée du projet et pour une seule personne par colloque. La justification de présentation des résultats devra être fournie au GIP Seine-Aval.

Les coûts des missions relatives à des participations à des colloques internationaux dans lesquels sont présentés les résultats scientifiques du projet peuvent être financés par le GIP Seine-Aval. La prise en charge de ces coûts par le GIP Seine-Aval est **conditionnée à son acceptation par le coordinateur technique et scientifique du GIP Seine-Aval sur la base de l'abstract, avant la tenue du colloque**. La prise en charge de ces frais **est limitée à une personne par colloque**. La justification de présentation des résultats devra être fournie au GIP Seine-Aval.

Les coûts des missions liées aux séminaires et réunions à l'initiative ou à la demande du GIP Seine-Aval sont pris en charge dans la limite des règles propres au GIP Seine-Aval.

Afin de pouvoir bénéficier des remboursements des coûts des missions, toute présentation du projet devra mettre en évidence les financements du GIP Seine-Aval par l'utilisation du logo du GIP sur les supports de présentation.

### *Coûts relevant d'une facturation interne*

Les prestations de services internes sont des travaux exécutés pour la réalisation du projet par une équipe différente de celle du bénéficiaire au sein du même organisme. Le coût de ces prestations figure de façon individualisée parmi les dépenses de fonctionnement et doit rester inférieur ou égal à 50 % du coût complet du projet, sauf dérogation accordée par la direction du GIP Seine-Aval sur demande motivée du bénéficiaire. Le GIP Seine-Aval ne contracte aucun engagement à l'égard de cette autre équipe qui, en conséquence, n'est pas fondée à le solliciter en cas de défaillance du bénéficiaire du financement du GIP Seine-Aval à son égard. Les prestations sont réalisées pour le compte et sous le contrôle du seul bénéficiaire qui doit régler les prestations dans leur totalité au fur et à mesure de leur réalisation et sans subordonner ce règlement au versement du financement par le GIP Seine-Aval.

### *Coûts des autres dépenses externes*

Les autres dépenses externes sont les autres dépenses directement imputables au projet et faisant l'objet d'une facture, par exemple :

- Petits matériels, dont équipement d'une valeur unitaire inférieure à 2 000,00 € HT,

- Consommables,
- Frais de publication.

Les dépenses concernant l'achat de matériels informatiques peuvent être prises en charge par le GIP Seine-Aval à la condition d'être indispensables à la réalisation du projet, d'être affectées au projet et d'être amorties sur la durée du projet. Notamment, l'achat d'un ordinateur peut être pris en charge pour chaque personne recrutée temporairement et financée à 100 % par le GIP Seine-Aval dans le cadre du projet et pour une durée minimale de 9 mois à temps plein.

Les frais de publication relatifs à des articles présentant les résultats du projet peuvent être pris en charge par le GIP Seine-Aval. L'article et les justificatifs de dépenses associés devront être fournis au GIP Seine-Aval.

Le coût de la dépense externe est composé :

- Du coût HT,
- De la TVA non récupérable le cas échéant.

Sont exclus de ces coûts, les coûts assimilables à des coûts récurrents ou à des frais de structure, notamment:

- Bureaux, mobilier, électricité, photocopies,
- Frais de secrétariat, de comptabilité...

### *Frais de gestion*

Les frais de gestion correspondent aux coûts des temps passés par les personnels pour assurer le suivi administratif et financier de la convention.

Les frais de gestion sont calculés de façon forfaitaire en proportion des autres coûts financés par le GIP Seine-Aval.

Le taux maximum est de 8 % du financement accordé, hors ces frais de gestion.

A la fin de la réalisation du projet, les frais de gestion sont obtenus en multipliant le taux de frais de gestion prévu initialement (maximum 8 %) par le montant des dépenses justifiées et financées.

## 1.2 Versement de l'aide

### 1.2.1. Fiscalité de l'aide

Le financement octroyé par le GIP Seine-Aval n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de lien direct entre le projet et sa contrepartie en valeur, par application des dispositions de l'instruction fiscale 3A-4-08 du 13 juin 2008 et n° BOI-TVA-CHAMP-30-20120912 du 12 septembre 2012 de la Direction générale des finances publiques.

### 1.2.2 Les versements

Le coût complet du projet (financement sollicité auprès du GIP Seine-Aval et autofinancement), comme indiqué dans l'annexe financière et la convention, devra être justifié.

### **Les pièces justificatives à produire pour le paiement des acomptes sont :**

- La copie du contrat de travail ou de la convention de stage et des bulletins de paie ou d'indemnités de stage correspondants, pour les salaires financés par le GIP Seine-Aval (CDD, doctorants, post-doctorants ...),
- La copie des factures, quel que soit leur montant pour les dépenses prévues au chapitre équipement et d'un montant unitaire supérieur ou égal à 300,00 € TTC pour le chapitre fonctionnement. Seules les dépenses liées au projet et éligibles à un financement par le GIP Seine-Aval seront prises en compte.

- Le rapport d'avancement des travaux.

**Les pièces justificatives à produire pour le paiement du solde sont :**

- Une copie du contrat de travail ou de la convention de stage et des bulletins de paie ou d'indemnités de stage correspondants pour les salaires financés par le GIP Seine-Aval (CDD, doctorants, post-doctorants ...),
- Un relevé récapitulatif des dépenses produit et certifié par l'organisme bénéficiaire et signé par son représentant légal ou son agent comptable (Nature et date de la dépense, numéro de mandat) regroupant les montants par catégories de dépenses, telles que définies dans l'annexe financière (Fonctionnement, Équipement, frais de gestion), engagées pour réaliser le programme de recherche ;
- La copie des factures, quel que soit leur montant pour les dépenses prévues au chapitre Investissement et d'un montant unitaire supérieur ou égal à 300,00 € TTC pour le chapitre Fonctionnement. Seules les dépenses liées au projet et éligibles à un financement par le GIP Seine-Aval seront prises en compte.
- L'ensemble des données brutes acquises dans le cadre du projet ainsi que les métadonnées correspondantes ;
- Le rapport final, après expertise favorable du GIP Seine-Aval se basant notamment sur l'avis du Comité Scientifique et du Comité Technique.

### 1.2.3. Conditions d'exécution du projet

#### *Modification de la répartition des dépenses*

La répartition prévisionnelle des dépenses, telle qu'indiquée dans l'annexe financière, peut être modifiée par le bénéficiaire sur demande du bénéficiaire et autorisation préalable du GIP Seine-Aval.

#### *Autres modifications*

Le bénéficiaire est tenu d'informer le GIP Seine-Aval de toutes modifications du dossier fourni, en particulier celles qui concernent la dénomination sociale du cocontractant, le responsable scientifique du projet, le lieu d'exécution de l'opération, l'adresse du bénéficiaire ainsi que les coordonnées bancaires.

Dans le cas où la collaboration présenterait des difficultés entre les équipes, notamment par la défaillance d'une équipe à réaliser les tâches dont il a la responsabilité, le GIP Seine-Aval se réserve le droit de réexaminer le financement accordé pour cette équipe. Le GIP Seine-Aval pourra exiger le reversement total ou partiel des sommes versées au titre de l'opération. En tout état de cause, les autres équipes participantes au projet ne pourraient être tenues responsables du fait de la défaillance de cette équipe.

En cas de difficulté liée à la défaillance d'une équipe, le coordonnateur informera le GIP Seine-Aval dans les meilleurs délais afin qu'une discussion puisse avoir lieu pour réorienter les travaux.

### 1.2.4. Conditions suspensives et de reversement du financement

Si le bénéficiaire est dans l'incapacité de présenter la preuve du démarrage du projet dans l'année qui suit l'attribution de la subvention, la convention sera réputée caduque.

**La demande de paiement du solde**, accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives, **doit impérativement parvenir 3 mois avant la fin de la convention**, faute de quoi le solde ne sera pas versé.

Le GIP Seine-Aval exigera le reversement total ou partiel des sommes versées en cas d'inexécution par le cocontractant de ses obligations contractuelles, notamment en cas :

- de refus de communiquer au GIP Seine-Aval les pièces justificatives prévues au paragraphe 1.2.2. de la présente annexe,
- d'inexécution partielle ou totale des travaux scientifiques,
- de cession – totale ou partielle – ou de liquidation judiciaire prononcée par un Tribunal ainsi qu'en cas de cessation d'activité, de dissolution ou de liquidation amiable du cocontractant.

S'il apparaît que tout ou partie des sommes reçues par le cocontractant n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par la convention, le GIP Seine-Aval exigera le reversement des montants correspondants.

Lors de l'établissement de la convention, le GIP Seine-Aval se réserve le droit éventuel de stipuler une ou plusieurs conditions suspensives ou de reversement du financement. En cas de non-respect de ces obligations au titre du présent règlement ou de la convention, le GIP Seine-Aval pourra, après relances :

- Suspendre le ou les versements initialement prévu(s),
- Exiger le reversement total ou partiel des sommes versées,
- Ne pas verser le solde.

## 2. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DU COCONTRACTANT

Le Cocontractant s'engage à :

- Réaliser le projet de recherche pour lequel un financement lui a été attribué durant la durée du Projet tel que défini dans la convention ;
- Faire mention de l'aide du GIP Seine-Aval sur tous les supports de communication relatifs à l'opération en utilisant le logo du GIP Seine-Aval conformément à sa charte graphique ;
- Informer le GIP Seine-Aval de toute initiative médiatique relative au Projet ;

Tout rapport et toute publication en découlant devra porter sur la couverture la mention distincte : « Étude réalisée avec le concours financier du GIP Seine-Aval » et devra faire figurer le logo du GIP Seine-Aval.

- Participer et présenter l'état d'avancement de ses travaux aux séminaires Seine-Aval sur demande du GIP Seine-Aval ;
- Participer aux comités de suivi du Projet selon les modalités définies au paragraphe 4.1 ;
- Transmettre les résultats des travaux du projet au coordonnateur afin que celui-ci puisse rédiger un rapport scientifique des travaux de recherche menés au cours de la durée totale du projet et remettre ce document au GIP Seine-Aval. Le cas échéant, de réviser ce document au plus tard dans les 3 mois suivant l'évaluation du projet, conformément aux remarques formulées par les Comités Scientifique et Technique du GIP Seine-Aval et transmises au cocontractant par ce dernier. Quand un projet est réalisé en collaboration, un rapport scientifique final unique est fourni par le coordonnateur.
- Rédiger un résumé exécutif final comprenant notamment les résultats du projet et les principaux résultats acquis ;



- Fournir au GIP Seine-Aval l'ensemble des résultats (données, rapports, bases de données, photographies, graphiques, cartographies...) produits et utilisés dans le cadre de l'action ;
- Fournir au GIP Seine-Aval les publications (références et tirés à part) scientifiques et les présentations orales, nationales ou internationales s'appuyant sur tout ou partie des travaux effectués dans le cadre du programme Seine-Aval et, le cas échéant, les communications autour du Programme Seine-Aval et du GIP Seine-Aval ;
- Fournir sur demande du GIP Seine-Aval, les éléments nécessaires à la réalisation de synthèses, présentations orales ;
- Echanger et communiquer les informations obtenues dans le cadre de la réalisation des travaux ;
- Participer aux séminaires de travail, aux réunions de travail, aux colloques, concernant le programme ;
- En cas de demande du GIP Seine-Aval, le cocontractant s'engage à faire ses meilleurs efforts pour lui faciliter le transfert de toutes connaissances, données, outils ou code de calcul nécessaire pour d'éventuelles applications opérationnelles ;
- Faciliter le contrôle par le GIP Seine-Aval ou par toute autre personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 5 ans.

### 3. OPEN DATA, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET VALORISATION DU PROJET ET DE SES RÉSULTATS

#### 3.1. Ouverture des données

Compte tenu des obligations légales et statutaires du GIP Seine-Aval en matière de diffusion des informations publiques et des informations liées à l'environnement, la participation financière du GIP Seine-Aval au projet de recherche est subordonnée à la possibilité pour ce dernier de rendre accessibles et réutilisables pour tous, l'ensemble des informations contenues dans les documents produits et les résultats issus du projet, à titre gracieux. En effet, les parties, en tant qu'établissements publics ou établissements agissant dans le cadre d'une mission de service public, sont soumises au respect des dispositions du livre III du code des relations entre le public et l'administration, des articles L. 124-1 et suivants du code de l'environnement et des directives européennes, notamment la directive PSI modifiée du 17 novembre 2003 et la directive INSPIRE du 14 mars 2007.

En conséquence, quelles que soient la nature et la forme des résultats du projet (données, rapports, base de données, photographies, graphiques, cartographies, etc.), le GIP Seine-Aval ainsi que ses membres pourront reproduire, publier, représenter, adapter, compléter, traduire, intégrer dans un système d'information et utiliser les résultats du projet, pour la durée de protection légale des droits patrimoniaux sur tout support matériel et immatériel, en France et dans le monde entier, à l'exclusion des éventuelles mentions que le cocontractant signalera comme confidentielles. Si le cocontractant n'est pas l'auteur des résultats de l'étude, il s'engage à garantir le GIP Seine-Aval et ses membres de tout recours des auteurs et/ou producteurs de données quant à l'utilisation de ces résultats. En cas de dépôt de brevet, ce dernier ne pourra pas être opposé au GIP Seine-Aval ou à ses membres pour l'utilisation des résultats.

Les informations publiques figurant dans les documents publiés peuvent ainsi être réutilisées par toute personne qui le souhaite, à d'autres fins que celles de la mission de service public pour les besoins de laquelle les documents ont été produits ou reçus.

Dans le cadre de l'exploitation des résultats, les parties s'efforceront d'ouvrir la diffusion et la réutilisation des résultats achevés à l'ensemble de la communauté à l'exclusion des motifs légaux de refus de communication prévus par la réglementation applicable.

A ce titre et sous réserve que leur utilisation ne fasse pas échec, le cas échéant, aux mesures de protection de la propriété intellectuelle portant sur ces résultats, chaque partie peut les utiliser librement et gratuitement pour ses besoins propres.

### 3.4. Diffusion des résultats du Projet

L'accès au rapport final ainsi qu'aux rapports intermédiaires sera ouvert aux membres du GIP Seine-Aval dès leur disponibilité.

Sous réserve du droit des tiers, les résultats scientifiques seront immédiatement diffusables par le GIP Seine-Aval. Toutefois, le cocontractant pourra demander au GIP Seine-Aval de reporter la diffusion de résultats si certaines informations constituant des résultats doivent faire l'objet d'une publication ou d'une protection au titre de la propriété industrielle et ce dans une limite maximale de 2 ans après la date de fin du projet.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur le projet et la nature des résultats.

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement de toutes les actions de valorisation découlant du projet. Toute reproduction ou représentation par le GIP Seine-Aval mentionnera le nom du cocontractant après prise de connaissance de la publication envisagée par ce dernier. Le cocontractant, quant à lui, devra mentionner le concours financier du GIP Seine-Aval à la réalisation du projet par une visibilité suffisante et dans le respect de la charte graphique du GIP Seine-Aval (cf. paragraphe 2).

## 4. COMITÉS DE SUIVI, RAPPORT FINAL ET RÉSULTATS, CRITÈRES D'ÉVALUATION

### 4.1. Comités de suivi

Un **comité de suivi** du projet sera proposé par le GIP Seine-Aval. Celui-ci comprendra, a minima, un membre du Comité Scientifique, un membre du Comité Technique, un chargé de mission et le coordinateur scientifique et technique du GIP Seine-Aval. Des experts extérieurs pourront être invités à ces comités, soit par le Coordonnateur du Projet, soit par le coordinateur scientifique et technique du GIP Seine-Aval. Deux réunions du comité de suivi seront organisées par le GIP Seine-Aval sur la durée du projet.

L'objectif de ce comité de suivi est de permettre un échange technique favorisant une meilleure articulation de l'ensemble des actions menées par le GIP Seine-Aval et de s'assurer du bon déroulement des projets au regard des objectifs initiaux. Selon l'avancement du projet, les échanges porteront sur les méthodes utilisées, les résultats partiels, le calendrier de réalisation et les actions à suivre. En cas de difficultés/retards dans la mise en œuvre du projet, des réorientations seront soumises, par les porteurs de projets, à l'avis du comité de suivi et éventuellement du Comité Technique. Ces comités faciliteront ainsi les évaluations finales des projets et l'appropriation des objectifs et des résultats au fur et à mesure de l'avancement du programme.

Le Cocontractant s'engage à participer aux réunions du comité de suivi et à fournir des éléments sur les travaux en cours du projet au Coordonnateur du projet afin que ce dernier transmette un rapport d'avancement au plus tard deux semaines avant la tenue de la réunion. Quand un projet est réalisé en collaboration, un **rapport d'avancement** unique est fourni par le Coordonnateur. Constitué d'environ 5

pages, celui-ci devra être synthétique et comprendra les objectifs qui étaient fixés, les acquis, et les éventuels problèmes rencontrés.

## 4.2. Rapport final et résultats : formats et critères d'évaluation

### 4.2.1. Formats de restitution

A la fin du projet scientifique et selon la date prévue dans la convention, le cocontractant fournira au GIP Seine-Aval un **rapport scientifique** de 50 pages maximum (complété par des annexes si besoin). L'objectif de ce rapport est de décrire de manière intégrée (croisement des différentes actions...) les résultats acquis au regard de la problématique traitée.

- En cas de projet collectif, un seul rapport sera fourni par le Coordonnateur du Projet. Un modèle de rapport, présentant un plan et une infographie à suivre, sera fourni par le GIP Seine-Aval.

Le Cocontractant s'engage à fournir au GIP Seine-Aval l'ensemble des données brutes (expérimentation en laboratoire et données de terrain) acquises dans le cadre du projet. Il est demandé de prêter une attention particulière à la description :

- des libellés complets des paramètres et taxons ;
- des définitions des champs de la base de données ;
- des unités ;
- des méthodes analytiques et référentiels utilisés (ex : référentiel taxonomique) ;
- des localisations précises des prélèvements (X-Y - Lambert 93 ou latitude-longitude WGS 84 avec l'information sur le référentiel géographique utilisé) ;
- de la date de manière précise (date-heure-minute) ;
- des opérateurs de prélèvement et d'analyse.

Une fiche de métadonnées sera publiée sur un géocatalogue par le GIP Seine-Aval. Il est attendu des partenaires du projet, de fournir un descriptif (sous forme libre, exemple : un document Word) de la généalogie des différents jeux de données produits dans le cadre du projet. La généalogie correspond aux informations suivantes :

- D'où vient la donnée ?
- Comment est générée la donnée (méthodologie, référence des protocoles, types de capteurs, fréquences et périodes d'acquisition...) ?
- Quelles sont les limites d'utilisation de la donnée ?
- Quelle est la précision géographique de la donnée ?

L'ensemble des rapports, données, pièces justificatives et documents divers pourront être transmis au GIP Seine-Aval en format numérique.

### 4.2.2. Critères d'évaluation

Le suivi du projet et l'évaluation finale du rapport menés par le comité scientifique, le comité technique, les personnels du GIP Seine-Aval, reposeront notamment sur les éléments d'analyse listés ci-dessous :

- Principaux acquis scientifiques du projet ;
- Adéquation du travail aux objectifs affichés dans la proposition et réorientations éventuelles décidées lors des comités de suivi ;
- Efforts de valorisation de la recherche (publications, communications...) ;

- Suites à envisager pour poursuivre et compléter la réponse à cette question ;
- Appréciation globale sur la qualité du rapport (niveau de synthèse et de pédagogie de la présentation des hypothèses et résultats, pertinence et clarté des figures, ...) ;
- Respect de la charte graphique fournie par le GIP Seine-Aval ;
- Respect des délais pour la fourniture des éléments contractuels ;
- Respect des éléments à fournir : scientifiques (rapport, données brutes) et administratifs (états récapitulatifs des dépenses, factures...).